

17 avril 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. Valéry Giscard d'Estaing, par M. Georges Ras pour Sud-Ouest, Paris, Palais de l'Élysée, vendredi 17 avril 1981.

QUESTION.- En 1975, vous disiez : "La crise est derrière nous". En fait, le chômage croissant, l'inflation, le ralentissement de notre économie disent le contraire. Cela ne justifie-t-il pas un certain scepticisme devant vos récentes déclarations ?

- LE PRESIDENT.- En effet, la crise, en 1975, était derrière nous. Elle résultait, je vous le rappelle, du premier choc pétrolier qui s'était produit à la fin de 1973. Il apparaissait que la France, mais également la plupart des pays consommateurs de pétrole, commençaient à surmonter leurs difficultés. Trois ans plus tard, on pouvait le vérifier : les déséquilibres des échanges extérieurs étaient en 1978 presque partout résorbés. Le pouvoir d'achat individuel des Français s'accroissait de manière sensible. La croissance économique s'accélérait, la situation de l'emploi s'améliorait, la hausse des prix s'infléchissait. A la fin de 1978, on pouvait donc considérer que le premier choc pétrolier avait été absorbé.

- Mais au début de 1979, interviennent les événements d'Iran. Le second choc pétrolier se produit et compromet la situation économique mondiale. Mais, nous faisons face, aujourd'hui, aux conséquences de ce second choc pétrolier dans de meilleures conditions qu'en 1974. C'est d'ailleurs le jugement que l'étranger porte sur la France.

- QUESTION.- Qu'est-ce qui explique que, mercredi soir, à Marseille, vous ayez été plus net que vous ne l'avez jamais été, disant en substance : "Pour l'économie française, le plus dur est passé", et, ensuite : "la bataille du pétrole, on peut le dire, nous l'avons gagnée ?"

- LE PRESIDENT.- C'est la situation que je viens d'évoquer, notamment notre effort en faveur de notre indépendance énergétique, qui me permet de le dire.\

QUESTION.- Pour quelles raisons précises devrions-nous penser que vous pourriez faire mieux et plus, en un second septennat ?

- LE PRESIDENT.- Précisément, nous ferons mieux et plus grâce à l'oeuvre accomplie au-cours de ces sept dernières années. Malgré la crise, nous avons renforcé notre économie. Nous nous sommes donné les moyens de mieux affronter la concurrence internationale. Ces sept années se sont écoulées dans la paix civile. Toutes les élections se sont déroulées aux dates prévues. Nos institutions ont fonctionné normalement. Notre démocratie, autrefois incapable de surmonter les grandes crises, sort plus forte de l'épreuve. J'ai beaucoup travaillé à la conduire vers plus d'unité. Je continuerai. Je souhaite que, dans le domaine de l'emploi, de la défense et de la politique étrangère, les grands choix que nous avons faits deviennent les choix de tous les Français.\

QUESTION.- Parlons élections. Au premier tour, vous avez refusé toute confrontation avec vos concurrents. Entre le premier et le second tour, accepterez-vous un face à face radio, et surtout télévisé, avec l'autre candidat restant ?

- LE PRESIDENT.- Oui. Le deuxième tour, vous le savez, c'est le choix entre deux candidats, les autres ayant été éliminés. Je trouve qu'il est normal que les citoyennes et les citoyens puissent les voir ensemble, pour comparer à la fois leurs attitudes et leurs raisonnements.

- QUESTION.- Cela, quel que soit le candidat restant ?

- LE PRESIDENT.- Quel que soit ce candidat.

- QUESTION.- Si vous étiez battu au deuxième tour, que feriez-vous ? Renoncerez-vous à toute action politique ? Ou bien continueriez-vous la bataille pour vos idées ?

- LE PRESIDENT.- J'ai dit que quelqu'un qui a conduit pendant sept ans, avec toute son ardeur et sa conviction, le destin du pays ne se désintéressera jamais du sort de la France. Il ne s'agira

naturellement pas d'une action du type de celle que l'on déploie à l'intérieur des partis politiques. Pour un ancien Président de la République, cela n'est pas concevable. Mais, je ne me désintéresserai jamais de la chose publique.\

QUESTION.- Là où vous êtes actuellement, y a-t-il encore beaucoup de gens qui osent vous dire en face la vérité ?

- LE PRESIDENT.- Tous.

- QUESTION.- Comment tous ?

- LE PRESIDENT.- Depuis un an, j'ai entendu beaucoup de vérités. Les unes, agréables. Les autres, désagréables.

- QUESTION.- Mais, parmi ceux qui vous approchent ?

- LE PRESIDENT.- Mes collaborateurs m'ont toujours dit la vérité. Ce sont les solliciteurs qui ne me la disent pas.

- QUESTION.- Pourquoi avez-vous toujours refusé de publier les comptes de votre campagne ?

- LE PRESIDENT.- Pour une raison simple. Je ne m'en occupe pas. J'ai seulement fixé une règle absolue : qu'on n'accepte jamais aucune contribution venant d'un pays étranger. Pour les contributions qui viennent de l'intérieur de la France, nous avons constitué une association qui s'en occupe. Elle ne m'en parle jamais.

- QUESTION.- Lisez-vous, écoutez-vous les déclarations de vos concurrents ?

- LE PRESIDENT.- Non. D'abord, je n'en ai matériellement pas le temps, je conduis ma campagne `campagne électorale` et j'ai la lourde charge de la présidence de la République. Ensuite, je ne veux pas conduire ma campagne à-partir des réactions sur les attitudes et, moins encore, les attaques des uns ou des autres. Je veux conduire une campagne positive. A-partir du moment où vous agissez d'après les réactions des autres, cette campagne devient négative.

- QUESTION.- Comment jugez-vous, politiquement parlant, Jacques Chirac ?

- LE PRESIDENT.- Je ne réponds pas à cette question.

- QUESTION.- Dans "Paris-Match" de cette semaine, vous avez bien donné une réponse, au sujet de François Mitterrand ?

- LE PRESIDENT.- C'est différent. Jacques Chirac a été mon Premier ministre. Il est exclu, pour moi, de polémiquer avec mon ancien Premier ministre.

- QUESTION.- Votre position officielle est que vous ne ferez rien qui puisse compromettre l'unité de la majorité. Il semble que vos lieutenants ou vos amis n'observent pas, avec la même rigueur que vous, cette règle ?

- LE PRESIDENT.- Ils n'attaquent jamais. Ils répondent à des attaques.\

QUESTION.- Hier, à Manosque, vous avez dit : "Toute compétition se gagne en fin de parcours". Depuis le début de votre campagne, n'avez-vous pas fait un pari sur cette "fin de parcours" ?

- LE PRESIDENT.- J'ai toujours considéré que cette campagne était trop longue. En 1974, elle a duré trois semaines. Ces trois semaines avaient été suffisantes pour créer un mouvement national. J'ai donc considéré cette fois-ci, que je devais présenter mes propositions et faire appel au courant national, à la fin de la campagne. Ce que je fais.

- QUESTION.- Les sondages vous laissent donc indifférent ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas qu'ils me laissent indifférent, ils sont très bons. Quel que soit le nombre des candidats, quelle que soit l'intensité de leurs critiques, les sondages m'ont toujours placé en tête. Je parle évidemment des sondages sérieux. Ceux qui ont été condamnés par la commission des sondages, je ne les appelle pas des sondages.\

QUESTION.- Cette décrispation que vous vouliez apporter dans notre vie politique ne s'est pas concrétisée. La majorité elle-même semble plus divisée aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1974. Comment pensez-vous pouvoir la ressouder ?

- LE PRESIDENT.- Je suis sûr que la majorité va se ressouder au lendemain du 10 mai. Pourquoi ? Parce que, je vous le rappelle, cette majorité dont les contours avaient été définis en 1974 a été confirmée par les élections législatives de 1978. Elle repose sur le contrat signé à cette date devant les électeurs et approuvé par eux. Il est évident que, si je suis élu, l'union qui se sera à nouveau réalisée au second tour sera d'autant plus solide qu'elle aura reçu du suffrage universel un nouvel élan

un nouveau plan.

- Une seconde raison de ma confiance est que cette majorité n'est en rien une majorité de rencontre, contrairement à celle que pourrait avoir mon principal concurrent et qui ne serait - tout le monde le sait - qu'une coalition regroupant des partis ayant des vues contradictoires de l'organisation politique, économique et sociale du pays. Au contraire, ceux qui s'appretiennent à m'apporter leur suffrage sont unis sur l'essentiel. D'accord sur les objectifs à atteindre. D'accord, aussi, dans l'ensemble, sur les moyens à mettre en oeuvre.

- J'ajoute qu'au lendemain de l'élection présidentielle, les turbulences que vous avez constatées seront apaisées. De mon côté, je prendrai des initiatives pour réunir les différentes composantes de la majorité qui m'a soutenu sans défaillance depuis 1974 : tous ses votes en témoignent. Je précise que, dans mon esprit, cette majorité n'est pas close, fermée sur elle-même. Je souhaite qu'elle s'élargisse progressivement. Je constate que beaucoup de candidats tiennent aujourd'hui ce langage. Ce qui devrait faciliter l'élargissement.\

QUESTION.- Vous disiez un jour que la France entrerait dans le socialisme, le jour où les prélèvements obligatoires atteindraient 40 % de notre produit intérieur brut. Apparemment, nous y sommes. Qu'en dites-vous ?

- LE PRESIDENT.- C'est un fait que, de 1974 à 1980, le taux des prélèvements obligatoires a augmenté. Mais, examinons les choses de plus près. Quels sont les prélèvements qui ont augmenté ? Ce ne sont pas les impôts de l'Etat. La pression fiscale de l'Etat est actuellement de 18 %, c'est-à-dire à son niveau de 1971. L'Etat n'est donc pas responsable de l'alourdissement du taux de prélèvement. Ceux qui l'en accusent se trompent, ou trompent les Français.

- L'augmentation de la pression fiscale résulte, pour une faible part, de la fiscalité locale, donc des communes et des départements et, pour l'essentiel, des cotisations sociales. Celles-ci représentaient 13,4 % du PIB en 1973. Elles en représentent aujourd'hui 18 %. Quelle est la contrepartie de cette augmentation des cotisations sociales ? Le calcul est simple : de 1974 à 1980, les relèvements des cotisations ont procuré aux régimes de la Sécurité sociale des ressources supplémentaires, près de 130 milliards de francs 1980. Ces ressources ont été affectées à l'assurance maladie, à l'élévation du pouvoir d'achat des personnes âgées - le pouvoir d'achat du minimum vieillesse a augmenté de 63 % depuis avril 1974 - et à l'indemnisation des travailleurs privés d'emploi.

- Comme vous pouvez le constater, c'est le renforcement de la solidarité nationale, nécessaire dans une période où le chômage s'est malheureusement accru et où la croissance et l'augmentation du pouvoir d'achat des Français ont été ralenties, qui a entraîné l'alourdissement des prélèvements obligatoires. Je pense que la poursuite de la tendance des dernières années, due à des circonstances exceptionnelles, où la solidarité était nécessaire, conduirait à de sérieuses difficultés. Notre objectif est désormais de stabiliser, puis - si possible - de réduire le poids des prélèvements obligatoires sur l'économie. Tout particulièrement, sur les entreprises. Je rappelle, à ce sujet, que l'effort entrepris avec les professions médicales et l'appui des Français eux-mêmes, pour limiter l'augmentation des dépenses de la Sécurité sociale, porte ses fruits, et que le taux des cotisations a pu être réduit de 1 %, depuis le 1er février dernier.\

QUESTION.- Pourtant, vue de nos provinces, la mainmise de l'Etat, loin de diminuer, ne cesse de progresser. Est-ce la crainte de voir les assemblées régionales passer à l'opposition - comme c'est le cas dans le Sud-Ouest - qui vous incite à limiter le plus possible les pouvoirs de ces assemblées ?

- LE PRESIDENT.- C'est avec étonnement que j'entends dire que la tutelle de l'Etat ne cesse de se faire plus lourde sur les collectivités locales et que le centralisme parisien s'appesantit sur les régions. Les faits n'indiquent aucune évolution dans ce sens. Bien au contraire.

- Je rappelle que le Parlement a été saisi, en décembre 78, d'un projet de loi destiné à développer les responsabilités des collectivités locales. Les dispositions de ce texte voté en première lecture par le Sénat, constituent la plus grande réforme du statut des communes et départements que notre pays ait connue depuis un siècle. Elles visent, notamment, à supprimer, sauf dans des cas très particuliers, toute forme de tutelle administrative ou technique. En ce qui concerne les établissements publics régionaux, des possibilités nouvelles d'intervention viennent

de leur être données. Ils pourront en user largement, dans-le-cadre de ressources financières désormais assurées par une croissance régulière. Les habitants du Sud-Ouest ont pu constater et apprécier le rôle de plus en plus important joué, depuis quelques années, par la région dans le choix et le développement de leurs équipements publics. C'est une évolution considérable.

Personne, en ce domaine, ne peut de bonne foi parler de régression.\

QUESTION.- Le Sud-Ouest de la France, du moins une partie de sa population, vous le savez parfaitement, doute à la fois de lui-même et de vous...

- LE PRESIDENT.- Ne le croyez pas. Vous allez voir que, dans le Sud-Ouest, mes résultats vont être meilleurs qu'en 1974. J'en prends le pari. Je suis le premier homme d'Etat français, depuis le début du siècle, à avoir proposé une action d'ensemble pour le sud-ouest de la France. Cette action démarre seulement depuis un an. C'est une affaire de dix ans. Il est naturel que les populations et que les élus attendent la démonstration de la réalité de cette action. Mais il y a déjà, dans un grand nombre de domaines, des progrès qui sont en-cours.

- Je crois à l'avenir du sud-ouest de la France, parce que c'est une région qui a un certain nombre d'aptitudes naturelles, qui est une grande région de communications et d'échanges, une région que nous avons systématiquement placée dans les industries du futur. En Europe, en Allemagne fédérale `RFA`, en Grande-Bretagne, il se trouve assez de régions qui se plaignent du poids de certaines industries, aujourd'hui dépassées, et qui sont obligées de se reconvertir, pour voir ce que représente, pour le Sud-Ouest, la présence de l'industrie aéronautique, de l'industrie spatiale, de l'industrie de l'électronique et des composants.

- Le Sud-Ouest a de grandes chances d'avenir. Et, comme son agriculture est elle-même en pleine transformation, nous assisterons, à mon avis, pendant mon second septennat, à une profonde transformation de cette région.\